

POST
BIODIVERSITY FRAMEWORK
EU SUPPORT
2020

ACTIONS TRANSFORMATRICES. SOLUTIONS #49

L'HOMME ET LA NATURE DANS LES VILLES AFRICAINES : LE RÔLE DES INFORMALITÉS URBAINES



Lomé, Togo © Leandry Jieutsa

Luc Gnacadja

Président de GPS-Développement, ancien ministre de l'Environnement et du Développement urbain du Bénin

Oliver Hillel

Expert en gouvernance et planification et design urbains fondé sur la nature

Danaé Moyano-Rodriguez

Edition

En Afrique, l'urbanisation informelle peut contribuer à un développement urbain durable grâce à la nature. Six stratégies à l'intention des élus et des chefs d'entreprise peuvent inciter à tirer profit de l'utilisation informelle et durable de la biodiversité et améliorer la qualité de vie des populations urbaines.

Depuis les années 1980, l'urbanisation en Afrique est ancrée dans des modèles coloniaux qui surexploitent le capital naturel et nuit à la biodiversité. Les villes, notamment moyennes, empiètent progressivement sur les points chauds de biodiversité et les zones protégées.

Les villes africaines étant caractérisées par l'informalité, l'innovation sociale, les technologies et les nouvelles formes de gouvernance qu'elles développent peuvent inverser cette tendance. Il s'agit notamment d'élaborer des indicateurs et des plans de développement urbain durable et des projets susceptibles d'être financés. Grâce aux réseaux et centres d'expertise internationaux, continentaux et sous-régionaux (African Centre for Cities¹, l'Organisation mondiale de Cités et Gouvernements locaux Unis (CGLU²), Cities and Biodiversity Center de l'ICLEI³), le renforcement du modèle africain de planification urbaine durable est possible et pourrait contribuer à la mise en œuvre du Plan pour la diversité biologique.

Selon les analyses, les villes sont essentielles pour atteindre 65 % des objectifs du plan. Ex. : les mesures prises par les autorités locales sont pertinentes pour les secteurs de l'économie et de la finance. Les élus locaux, plus généralistes, disposent également d'une plus grande marge de manœuvre, car faute de service chargé des questions environnementales, ils ont tendance à envisager les problèmes et les solutions de manière intégrée et sont mieux placés pour contribuer à l'application efficace du plan.

“LORSQUE NOUS PENSONS AU DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE, NOUS NE DEVONS PAS PERDRE DE VUE QU'UNE VILLE EST UNE PROJECTION DE SOCIÉTÉS SUR UN TERRITOIRE DONNÉ. NOUS NE DEVONS JAMAIS CESSER DE VOIR LA VILLE COMME L'EXPRESSION SPATIALE ET MATÉRIELLE DE LA STRUCTURE SOCIALE, DES VALEURS, DES ASPIRATIONS ET DES CONFLITS D'UNE SOCIÉTÉ.”

- Albert Bienvenu Akoha, professeur, Universités nationales du Bénin

1. LE PARADOXE DES DEUX VILLES : COMPRENDRE LES INFORMALITÉS URBAINES

Les informalités urbaines sont les processus de planification et de développement urbains (et les flux d'investissements, de biens et de services y afférents) qui ne suivent pas les règles officielles ou ne s'y conforment pas. Elles n'entrent pas dans la panoplie officielle de l'urbanisme et de la construction utilisée par les promoteurs publics et privés. Dans le même temps, les concepts, technologies, processus et matériaux traditionnellement utilisés dans l'aménagement urbain sont perçus comme étant de meilleure qualité et leur utilisation est souvent encouragée. C'est ce qui a conduit au paradoxe des deux villes, soit deux ensembles de règles et de mécanismes urbains et territoriaux qui se chevauchent, se concurrencent et sont incompatibles, y compris des modèles de financement, de conception et de développement.

Les informalités se traduisent par des tissus sociaux, environnementaux, politiques, culturels et économiques qui coexistent avec la ville officielle. Ils répondent souvent mieux aux besoins des communautés urbaines et périurbaines. Les deux systèmes peuvent interagir positivement, p. ex. : ils peuvent utiliser les droits et avoirs fonciers détenus par des autorités et utilisateurs traditionnels.

Pour que l'urbanisation soit durable, les gouvernements locaux et infranationaux doivent changer leur façon de penser et de réagir face aux informalités dans les villes africaines. Les trois thèmes et les six principes énoncés dans les chapitres II à IV présentent les informalités comme une occasion de changement positif. Plusieurs exemples permettent d'illustrer ce phénomène dans les villes du continent africain.

2. RESTAURER ET REVITALISER LES ESPACES URBAINS

Restaurer et revitaliser les fonctions des villes en tant que centres de planification par la décentralisation.

Bien qu'elle cohabite avec un tissu informel de réseaux qui apportent des solutions, la ville officielle a toujours bénéficié de plus d'avantages en termes de subventions et d'incitations. C'est en comblant ce fossé qu'il est possible de transférer progressivement aux municipalités la capacité de développement et de planification des réseaux informels. La décentralisation du développement doit être accompagnée par une fiscalité adaptée afin de donner aux gouvernements locaux et régionaux la capacité de réorienter les bénéfices au niveau local. Pour ce faire, chaque communauté doit définir collectivement ce dans quoi elle souhaite développer son savoir-faire.

Deux exemples permettent d'illustrer les bénéfices potentiels de la restauration des fonctions des villes :

- + Le regroupement d'entreprises mutuellement bénéfiques permet un développement vert en capitalisant la valeur des terres et des ressources. Cela inclut des systèmes de planification et de gestion, d'anticipation et d'alerte précoce, d'adaptation et de résilience à la sécheresse.
- + L'officialisation progressive des systèmes de transport informels, qui tendent à être plus flexibles et s'appuient sur des conditions territoriales et culturelles, a permis de réaliser des progrès.

Nouvelles approches cartographiques pour identifier les tendances et les opportunités en matière d'urbanisation durable

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)⁴, une plateforme internationale indépendante hébergée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), vise à améliorer la compréhension des transformations en cours dans la région, y compris l'urbanisation. Grâce à une approche ascendante, il utilise des cartes géoréférencées et des images satellites pour cartographier les centres de plus de 10 000 habitants qui n'ont pas d'espace non construit. Cela permet d'intégrer le développement rapide de la croissance périurbaine qui aboutit aux agglomérations. Le cas du Caire est emblématique : l'évaluation du CSAO pour les réseaux urbains étendus de la ville recense presque 23 millions d'habitants, ce qui est plus élevé que dans d'autres sources. Les modèles africains d'agglomération deviennent de plus en plus importants au fur et à mesure que les villes se regroupent. En outre, ils constituent l'épine dorsale de nombreuses économies prospères. La réduction des obstacles pourrait donc faciliter le développement des économies urbaines.

Créer des écosystèmes urbains productifs grâce à la restauration des infrastructures urbaines vertes et bleues

Aux frontières de l'expansion urbaine, les infrastructures vertes et bleues peuvent soit être mises au service du long terme, soit se dégrader au point de ne plus pouvoir être restaurées. Dans les zones situées à l'intérieur et entre les villes, les communautés locales utilisent encore des zones vertes, des zones humides, des forêts et des zones d'agriculture et d'élevage à faible intensité pour assurer leur sécurité en matière d'eau, d'alimentation et d'énergie. Il est important de trouver des moyens de valoriser ces zones où les solutions fondées sur la nature constituent l'un de leurs principaux atouts. Par exemple : le paysage urbain de Kigali⁵ a été méticuleusement planifié, avec des efforts importants dans la réhabilitation des zones humides et la création d'écoparcs.

L'agriculture urbaine et les approches locales conçues et construites dans les villes et les agglomérations font partie de la solution. Certains aspects de l'utilisation traditionnelle des sols peuvent être combinés de manière créative avec l'innovation. Les zones urbaines abandonnées peuvent être converties en écosystèmes qui accueillent les cultures nouvellement arrivées et leurs connaissances traditionnelles.

“LES AUTORITÉS LOCALES SONT TOUT À FAIT CONSCIENTES DES ATOUTS DE LA NATURE POUR LES MOYENS DE SUBSISTANCE. AU COURS DE MA CARRIÈRE, JE N'AI PAS RENCONTRÉ UN SEUL MAIRE AFRICAIN QUI NE SOIT PAS CONSCIENT DU RÔLE CENTRAL QUE JOUE LA NATURE POUR LES VILLES.”

- Jean-Pierre Elong Mbassi, secrétaire général de CGLU Afrique



Douala, Cameroon © Leandry Jieutsa

1. <https://www.africancentreforcities.net/>

2. <https://www.uclga.org/>

3. <https://cbc.iclel.org/>

4. <https://www.oecd.org/fr/about/directorates/sahel-and-west-africa-club.html>

5. <https://greencitykigali.org/>
<https://www.fairplanet.org/story/green-city-kigali-inside-africas-first-sustainable-city/>

6. Luc Gnacadja, « #Porto_Novo, #VilleVerte : un projet emblématique vers un avenir durable et résilient », février 2024, [Vidéo : Projet « Porto-Novo, Ville Verte » : cérémonie d'inauguration de la promenade piétonne et des voies] https://fr.linkedin.com/posts/luc-m-c-gnacadj-a-43388426_projet-porto-novo-ville-verte-c%C3%A9r%C3%A9monie-activité-7152677363082829824-NF80-et-Gnacadj-a-Hillel, 2024

7. Georgios Chatzivamvakis, « The Rising Suns: Africa's Youth Powering the Digital Economy », 14 juin 2023, <https://www.linkedin.com/pulse/rising-suns-africas-youth-powering-digital-economy-chatzivamvakis>



Dakar, Senegal © Leandry Jieutsa

8. Ibid

9. AU Startups, 12 Edtech Startups Revolutionizing Education and Skill Development in Southern Africa to Watch, 29 septembre 2023, <https://au-startups.com/2023/09/29/12-edtech-startups-revolutionizing-education-and-skill-development-in-southern-africa-to-watch/ausjobs/>

10. Nikola M. Trendov, Samuel Varas, Meng Zeng, Technologies numériques dans le secteur agricole et dans les zones rurales. En brève, FAO, Rome, 2019, <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/1f5d3a21-2fd9-4a5e-b19d-0f5b036f760/content>

11. www.fmdv.net
12. <https://ranyaka.co.za/what-we-do/>

Side Notes:
· Gnacadja, L. (2022). The Cities of #TheAfricaWeWant: Why cities should transform informalities into assets to achieve sustainable urban development in sub-Saharan Africa (Les villes de l’#AfriqueQueNousVoulons : Transformer les informalités en levier pour un développement urbain durable en Afrique subsaharienne). ICLEI Africa, Cape Town, https://riseafrica.iclei.org/wp-content/uploads/2022/04/The-AfricaWeWant_Luc-Gnacadja_pdf.pdf

· Guneralp, B., Lwasa, S., Masundire, H., Parnell, S. et Seto, K.C. (2017). Urbanization in Africa: challenges and opportunities for conservation. Environ. Res. Lett. 13 015002, <https://doi.org/10.1088/1748-9326/aa94fe>

· IPBES (2018). rapport sur l'évaluation régionale de la biodiversité et des services écosystémiques pour l'Afrique. Archer, E. Dziba, L., Mulongoy, K. J., Maoela, M. A., et Walters, M. (éd.). Secrétariat de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, Bonn, Allemagne, 492 pp., <https://www.ipbes.net/assessment-reports/africa>

· Khalil, H.A.E.E., Ibrahim, A., Elgendy, N., et Makhoul, N. (2022). Enhancing Liveability in Informal Areas: A Participatory Approach to Improve Urban Microclimate in Outdoor Spaces. Sustainability 2022, 14, 6395, <https://www.mdpi.com/2071-1050/14/11/6395>

· OECD/CSAO (2020). Dynamiques de l'urbanisation africaine 2022. Africanapolis, une nouvelle géographie urbaine, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions de l'OCDE, Paris, https://www.oecd-ilibrary.org/development/africa-s-urbanisation-dynamics-2020_b6bcb81-en

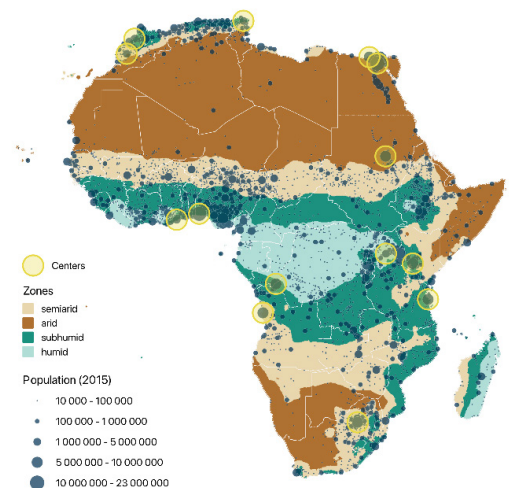
· OECD/ONU/BAD (2022). Africa's Urbanisation Dynamics 2022: The Economic Power of Africa's Cities, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions de l'OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/3834ed5b-en>

Le rôle des centres d'expertise africains dans le renforcement de la planification urbaine durable

Il existe actuellement en Afrique plus de 50 centres d'expertise et de technologie qui peuvent aider à la mise en œuvre des réformes nécessaires au développement urbain. Ils travaillent sur différents sujets et défendent différentes approches. Près de la moitié d'entre eux sont des organismes internationaux, les autres travaillent au niveau régional ou sous-régional. Bien que la plupart de ces centres soient connectés et coopèrent, les efforts en matière de coordination ne sont pas suffisamment efficaces.

Certaines tendances se dégagent dans la localisation des centres d'expertise (cf. carte). Nombre d'entre eux sont situés dans de grands centres urbains, jouant le rôle de laboratoires multidisciplinaires qui transcendent les cultures et servant de référence aux institutions pédagogiques ou aux groupes de réflexion. Le manque d'implication des petites et moyennes villes dans le développement d'approches vertes de l'urbanisation constitue un risque.

Sur la base des principaux centres et organismes recensés, l'initiative OCDE/CSAO a tracé des zones agroécologiques sur les agglomérations urbaines et a noté leur emplacement. La répartition des centres peut être associée aux grandes agglomérations urbaines et à la coopération culturelle et historique. Si la répartition semble relativement équilibrée entre les grands systèmes agroécologiques, des écarts de 30 à 50 % peuvent être constatés en fonction de la précision de l'analyse.



3. LA PLANIFICATION DE L'INNOVATION ET L'UTILISATION DES TECHNOLOGIES COMME SOLUTIONS

Dissocier la réponse au déficit d'infrastructures et de services urbains des technologies à forte intensité de carbone

L'Afrique peut tirer parti de son déficit d'infrastructures pour trouver d'autres solutions aux technologies habituelles à forte émission de carbone. Par conséquent, les urbanistes et concepteurs doivent revoir leurs plans et faire évoluer les approches existantes et informelles. Ils doivent également proposer des modèles mieux adaptés aux environnements politiques et aux technologies associées aux scénarios socioéconomiques très divers qui se profilent sur le continent.

Certaines villes africaines s'emploient activement à combler les lacunes en matière d'infrastructures et de services urbains grâce à une planification et à des stratégies innovantes qui mettent l'accent sur la durabilité, la résilience et la participation des communautés. Face à plusieurs défis liés à l'urbanisation rapide, le projet de ville verte de Porto-Novo⁶ s'est attaqué aux contraintes écologiques, à la pollution, à la gestion inefficace des déchets et une plus grande vulnérabilité aux phénomènes climatiques. Il a permis de revitaliser le littoral lagunaire en créant un front de mer, et de renforcer les capacités administratives des fonctionnaires municipaux. Les améliorations ont porté sur la construction de routes, l'amélioration de l'assainissement, le reboisement urbain et l'éclairage public.

L'incitation à l'utilisation de matériaux et de modèles produits localement peut aller de l'amélioration des technologies locales à faible émission de carbone à l'incorporation de briques de terre comprimée dans les logements et les infrastructures. Pour ce faire, il convient d'observer les flux de biens et de services afin d'identifier et de reproduire les processus les plus efficaces. Il s'agit également d'améliorer l'accès aux infrastructures et aux services dans les zones périphériques et les bidonvilles.

Associer l'innovation sociale et technologique grâce à des environnements favorables

L'inégalité numérique est une préoccupation majeure, exacerbée par le manque d'approvisionnement fiable en électricité, d'infrastructures et d'accès à l'éducation. La réponse à la pandémie de COVID-19 sur l'économie urbaine a mis en évidence la fracture numérique, en particulier dans les quartiers périphériques informels. Cette situation menace le développement d'une main-d'œuvre qualifiée capable de stimuler l'économie numérique.

Ces défis ont également déclenché une vague d'innovation sociale (plus que technologique) parmi les jeunes Africains. Dans les centres urbains, cela s'est également traduit par l'utilisation communautaire d'informations décentralisées. Une start-up kenyane "est à l'origine de solutions qui remédient au manque d'infrastructures"⁷. L'utilisation créative des réseaux sociaux montre comment les jeunes Africains "tirent parti des technologies de l'innovation pour transformer les obstacles numériques en autoroutes de la connectivité"⁸. "Les start-ups spécialisées dans les technologies de l'éducation⁹ fournissent du matériel pédagogique aux apprenants des zones rurales et urbaines, transformant peu à peu le paysage éducatif et préparant la prochaine génération à l'économie numérique en Afrique.

La transformation numérique¹⁰ peut également favoriser l'adaptation et la résilience des agriculteurs au changement climatique en leur donnant accès à des services de vulgarisation agricole, à des informations sur les marchés, à des prévisions météorologiques et à des systèmes d'alerte précoce. Des solutions fondées sur l'infrastructure et les services numériques émergent et comprennent des centres numériques régionaux et communautaires.

L'innovation est à la fois sociale et technologique : il s'agit de renouer avec les fonctions de la ville d'origine, en valorisant le savoir-faire endogène et les connaissances traditionnelles qui permettent d'obtenir une telle efficacité dans des contextes informels.

4. RÉGIME FONCIER ET FINANCEMENT INNOVANT

Utiliser les flux financiers et réorienter les investissements pour soutenir les approches respectueuses de la nature

Des efforts novateurs et fiables doivent être déployés pour réorienter les ressources financières mondiales et régionales qui influencent la croissance urbaine actuelle. Cela doit se faire par le biais d'une décentralisation stratégique et soigneusement planifiée, un vecteur clé du changement en faveur de la durabilité qui peut mobiliser les établissements en Afrique. Il s'agit notamment de créer des programmes de développement plus importants et de meilleure qualité, et de proposer des modalités d'investissement pour les jeunes entreprises innovantes qui encouragent la reconnaissance des acquis et des enseignements issus de l'informalité en matière de services et de bénéfices.

Les transitions dans le secteur bancaire doivent réajuster, formaliser et soutenir les informalités. Les plateformes mobiles de crédit, le microcrédit et les paiements directs sont de plus en plus courants en Afrique. Parallèlement, les systèmes informatiques et de télécommunication changent la donne. Ce type d'initiatives peut s'inspirer de l'approche sociale et entrepreneuriale du Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV)¹, lancé par des membres de CGLU et de METROPOLIS. Sa mission est de développer et de promouvoir des solutions d'investissement et de financement pour le développement urbain.

Au niveau national, l'accès aux ressources biologiques et le partage des bénéfices qui en résultent ont pour but de faciliter l'accès à ces ressources sur les sites et territoires qui les détiennent, tout en veillant à ce que les bénéfices soient équitablement partagés. Comment ces mécanismes peuvent-ils être accélérés au niveau territorial et entre les zones urbaines et rurales ?

Voici quelques approches réussies : **i)** prêts hypothécaires garantis par des programmes de restauration des écosystèmes ; **ii)** obligations de développement municipal pour les infrastructures vertes garanties par un accès unique aux zones humides, aux rivières et aux montagnes ; **iii)** assurance paramétrique contre les inondations et les sécheresses ; **iv)** fonds mixtes engagés dans des plans de développement ayant les impacts les plus faibles ou des contributions mesurables à la micro-électrification, à l'eau, à l'assainissement ou à l'infrastructure de transport.

Régime foncier : application d'approches participatives à l'évaluation des bénéfices tirés des ressources naturelles

Ces démarches impliquent de développer des systèmes de propriété foncière et de réformer le financement des terres afin d'apporter une valeur ajoutée à la gestion durable des sols. Le collectif Ranyaka¹² a été créé en Afrique du Sud en

tant que cabinet de conseil en urbanisme à but non lucratif afin de rechercher des répercussions socioéconomiques tangibles et positifs d'une manière qui mobilise activement "les héros qui sont déjà là". Le collectif travaille sur le profilage des communautés, sur la co-conception de plans de quartier durables et sur la mise en place d'une stratégie de développement. Cela permet de débloquer des opportunités d'investissement pour les bailleurs de fonds et les donateurs qui recherchent un changement durable et mesurable et qui établissent des partenariats avec des parties prenantes dans de multiples secteurs.

Les gouvernements locaux et infranationaux et leurs partenaires doivent réformer le financement foncier et améliorer la gestion durable des sols, notamment par le biais de la certification publique des droits d'accès à la terre, à la côte ou aux ressources naturelles, y compris les écosystèmes, et la facilitation de la transition de ces registres vers une propriété légalement certifiable. La réduction des risques est un facteur de capitalisation connu. Ce type d'évaluation informelle peut déboucher sur un compromis viable entre un développement pourvoyeuse d'impôts, les besoins en logements sociaux et les espaces verts qui remplissent les fonctions sociales et répondent aux besoins des habitants.

5. PRÉSERVER LES BÉNÉFICES DE L'INFORMALITÉ

La répartition des coûts de fonctionnement doit être minutieusement étudiée pour éviter de favoriser ceux qui disposent de ressources et de réseaux, au détriment des expressions culturelles informelles et des identités communautaires. Elle doit également éviter d'alourdir les redevances, les charges fiscales ou réglementaires, ce qui toucherait les résidents à faibles revenus et les petites entreprises. Les systèmes de formalisation ne peuvent pas négliger les solutions communautaires et les réseaux informels, sans cela, des activités informelles basculeraient dans la clandestinité, créant ainsi de nouveaux problèmes sociaux et économiques. Il est important de préserver les intérêts de toutes les communautés concernées, qu'elles soient officiellement représentées ou non, et de tenir compte des causes profondes de l'informalité. Si ces principes ne sont pas pris en compte, la formalisation, même partielle, peut se heurter à la résistance d'intérêts particuliers, à l'inertie bureaucratique et à l'opposition politique.

La formalisation progressive et soigneusement équilibrée des informalités urbaines doit se concentrer sur la réduction de la pauvreté, de l'inégalité et de la fragmentation urbaine, créant ainsi des villes plus résilientes, inclusives et durables. Tout système proposé pour cette transition doit être flexible, rentable et simple. Une officialisation qui rigidifierait les espaces et les économies urbaines pourrait entraîner l'expulsion des occupants informels, des vendeurs de rue ou des petites entreprises, perturbant ainsi les communautés et les moyens de subsistance.



Saint-Louis, Senegal © Leandry Jieutsa

Side Notes:

¹CGLU Afrique et Cities Alliance (2021), Assessing the Institutional Environment of Cities and Subnational Governments in Africa, 2021, 4e édition, UCLA Africa et Cities Alliance, https://www.citiesalliance.org/sites/default/files/2022-05/CitiesAlliance_Assessing%20Inst.%20Environment%20of%20Cities%20and%20Subnal.%20Govs%20in%20Africa_EN.pdf

²ONU-Habitat (2018), L'état des villes africaines 2018. La géographie de l'investissement africain, ONU-Habitat, <https://unhabitat.org/the-state-of-african-cities-2018-the-geography-of-african-investment>

³ONU-Habitat (2022), Managing Urban-Rural Linkages for Biodiversity, An integrated territorial approach, ONU-Habitat et SCBD, https://unhabitat.org/sites/default/files/2022/12/managing_urban-rural_linkages_for_biodiversity.pdf

⁴ONU-Habitat (2022), White Paper: Cities and Nature: Planning for the Future, ONU-Habitat, https://unhabitat.org/sites/default/files/2022/12/white_paper_cities_and_nature_rev2.pdf

4POST2020BD.NET
@4POST2020BD

**TRANSFORMATIVE
CBD COP15_KUNMING/MONTREAL 2022
ACTIONS.**
TOGETHER
FOR NATURE
& PEOPLE.

POST-2020 BIODIVERSITY FRAMEWORK – EU SUPPORT EST UN PROJET FINANCÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE ET MIS EN ŒUVRE PAR EXPERTISE FRANCE. IL VISE À FACILITER LA MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DU CADRE MONDIAL POUR LA BIODIVERSITÉ POST-2020.



CETTE PUBLICATION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE. SON CONTENU RELÈVE DE LA SEULE RESPONSABILITÉ DES AUTEURS ET NE REFLÈTE PAS NÉCESSAIREMENT LES OPINIONS DU PROJET POST 2020 BIODIVERSITY FRAMEWORK EU SUPPORT PROJECT, D'EXPERTISE FRANCE, DE L'UNION EUROPÉENNE OU DES EXPERTS CONSULTÉS.



Notes de fin

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7
- 8
- 9
- 10
- 11
- 12